

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## A.N.S.E.S

### Travaux de déconstruction de bâtiments

31, avenue Tony Garnier

69394 LYON CEDEX 07



#### **DEKRA Industrial SAS**

36, avenue Jean Mermoz - CS 58212  
69355 LYON CEDEX 08

Tél. 04.72.78.44.89

**Affaire n° : 53532058**

#### **Coordonnateurs SPS**

Conception : CHRISTIAN REYNAUD

Réalisation : CHRISTIAN REYNAUD

#### **Modifications et évolutions**

Date	Indice	Modifications apportées
15/10/2024	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>6</b>
Préambule Post COVID 19 .....	6
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique .....	8
• Description synthétique de l'environnement .....	8
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	8
Intervenants concernés par l'opération .....	9
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, .....	9
• Organismes institutionnels de la prévention .....	9
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	9
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>10</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	10
• Par rapport aux piétons.....	10
• Par rapport aux établissements en activité .....	10
• Par rapport aux interdictions de survol .....	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien) .....	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	11
• Par rapport au constat d'huissier .....	11
• Par rapport à la nature du sol.....	11
Description de l'ouvrage à démolir .....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	12
• Amiante.....	12
• Plomb.....	12
• Transformateurs – Eléments radioactifs – Installations aéro réfrigérées .....	12
• Matériaux contaminés .....	12
• Diagnostic avant démolition.....	12
• Poussière de silice .....	13
Accès au chantier .....	14
• Véhicules et personnel .....	14
• Points particuliers.....	14
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	14
• Affichage.....	14
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	14
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	14
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	15
• Infrastructures de chantier.....	15
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	15
• Protections collectives.....	15



Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	15
Installations de chantier .....	16
• Plan d'installation de chantier .....	16
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	16
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier : .....	17
• Clôtures .....	17
• Stockage des Terres .....	17
• Affectation des installations de chantier .....	17
• Dimensionnement du cantonnement .....	18
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	18
• Secours .....	18
• Nettoyage et entretien du cantonnement .....	18
Autorisations administratives et démarches diverses .....	19
<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>20</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	20
• Généralités .....	20
• Circulations des piétons .....	20
• Circulations horizontales et verticales .....	20
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	21
• Généralités .....	21
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA) .....	21
• Grues mobiles : .....	21
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	21
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	22
• Autorisation de conduite .....	22
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	22
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	22
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	22
• Approvisionnements .....	22
• Magasins .....	22
Travaux de désamiantage .....	23
Travaux de traitement du plomb .....	24
Travail de démolition .....	27
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	28
• Evacuation des déchets .....	28
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	29
• Matières et substances dangereuses .....	29
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier .....	29
Protections collectives .....	29
Travail en hauteur .....	30
Installation électrique de chantier .....	31
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	32
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>33</b>
Respect des contraintes du site .....	33
• Horaires de chantier imposés .....	33
• Horaires et contraintes de livraisons .....	33



Site en exploitation .....	33
• Risque incendie.....	33
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	33
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	33
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>34</b>
Nettoyage du chantier .....	34
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	34
Démarche environnementale, tri des déchets.....	34
• Objectifs.....	34
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>35</b>
Organisation des secours.....	35
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	35
Infirmierie.....	35
Dispositions en cas de travail isolé .....	36
Risque incendie .....	36
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants .....</b>	<b>37</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	37
Visite d'inspection commune.....	38
Etablissement d'un PPSPS .....	38
Diffusion des PPSPS.....	39
Observations du coordonnateur SPS.....	39
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	39
Mise à jour du PGC .....	40
Sous-traitant .....	40
Travailleurs Indépendants .....	40
Travail dissimulé.....	41
Prêt de main d'oeuvre .....	41
Recensement des accidents du travail .....	41
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>42</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>43</b>
• - Annexe 1 - Liste des lots et entreprises désignés par le maître de l'ouvrage .....	43
• - Annexe 2 – Articles du Code du travail.....	43
• - Annexe 3 - Recommandation R 434 relative à la prévention des risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers du BTP .....	43
• - Annexe 4 - Fiche OPPBTP D8F0102 travaux démolition.....	43
• - Annexe 5 – Fiche OPPBTP travaux de démolition déconstruction.....	43

## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PREAMBULE POST COVID 19

La rédaction du présent PGC. S tient compte de la fin de l'application des mesures du guide de préconisations de sécurité sanitaire OPPBTP pour la continuité des activités de la construction depuis le 14 mars 2022.

**ATTENTION :** Avant tout démarrage de l'activité sur le chantier, chaque entreprise, titulaire et sous-traitante, devra rédiger un PPSPS et le transmettre au C. SPS, copies Maîtres d'Ouvrage et d'Œuvre.

A travers son PPSPS, elle précisera son organisation pour continuer d'appliquer les règles d'hygiène (lavage des mains, nettoyage des surfaces, aération des locaux, ...) tout en garantissant la maîtrise des autres risques. Elle s'assurera que l'effectif disponible est en adéquation avec le travail à réaliser et au planning - approvisionnement matériaux et matériels, ....

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

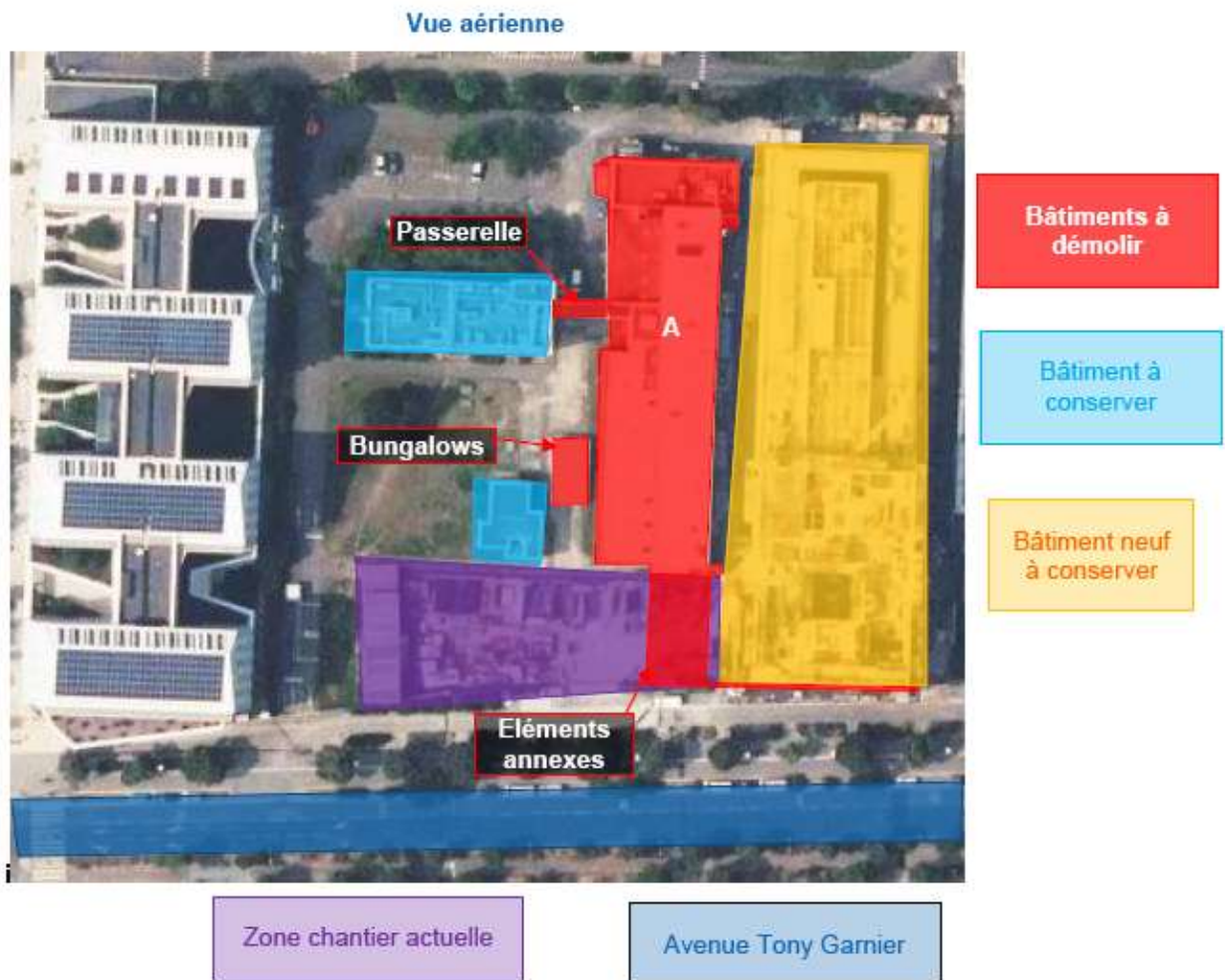
Après la première phase de travaux relative à la reconstruction d'un bâtiment de bureaux et laboratoires pour l'ANSES et l'ANSM, le présent projet concerne des travaux :

1. de désamiantage et démolition des bâtiments principaux après installation des équipes dans le nouveau bâtiment,
2. d'aménagement des espaces extérieurs avec remise en état du terrain après déconstruction.

Vue des bâtiments objet de la déconstruction







## Situation géographique

Le projet de désamiantage / démolition se situe sur le site de l'ANSES au n°31 de l'avenue Tony Garnier dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon.



Plan de situation échelle 1/2000ème



Vue aérienne des alentours

## Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent dans une zone fortement urbanisée avec des immeubles de bureaux, le laboratoire INSERM – une station-service - une université et au niveau d'une avenue à double sens particulièrement utilisée par tout type de véhicule, sachant que des travaux sont en cours pour la réalisation du Tram T10.

En conséquence, le plan d'installation de chantier indiquant les entrées et sorties du chantier, ainsi que le circuit dans le site de l'ANSES, devra prendre en compte ce facteur, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction » ou lot principal.**

## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront, en une phase, dans un délai global de 3 mois avec une période de préparation comprise dans ce délai. Le début prévisionnel des travaux est envisagé pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2025.

Les travaux seront réalisés en une phase. Les contraintes de phasage suivantes sont à respecter impérativement :

- démolition et retrait de la passerelle et des bungalows réfectoires avant démolition du bâtiment A ;
- démolition de la partie Nord du bâtiment A : contraintes temporelles à respecter :
  - l'ANSES a besoin de la voirie Nord pour ses accès et livraisons :
    - un accès piétons sécurisé devra être maintenu en permanence ;
    - la démolition sur ce secteur nécessitera la fermeture de la circulation véhicules sur cette zone. Cela ne sera possible que **4h par jour** sur certaines tranches horaires qui seront fournies par l'ANSES en début de chantier.



**INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION****Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
<b>ANSES</b> 14, Rue Pierre et Marie Curie 94701 MAISONS ALFORT CEDEX	<b>Mme LARSONNEUR</b>	01.49.77.38.66 marie-christine.larsonneur@anses.fr
<b>Maître d'œuvre</b>		
<b>PARGADE ARCHITECTES</b> 36 boulevard de la Bastille 75012 PARIS	<b>Mme EISTERT</b>	01.43.40.41.00 b.eistert@pargade.com
<b>MOON SAFARI</b> 12, rue Simone de Beauvoir 69007 LYON	<b>M. ANOT</b>	04.78.71.73.18 cedric.anot@moonsafari.archi
<b>Maître d'œuvre de déconstruction</b>		
<b>GINGER DELEO</b> 53, rue Jean Zay 69800 SAINT PRIEST	<b>M. LOIRET</b>	04.37.91.25.70 a.loiret@groupeginger.com
<b>OPC</b>		
<b>IXANS</b> 470, route du Tilleul 69270 CAILLOUX SUR FONTANES	<b>M. BOUJU</b>	04.37.46.18.30 nbouju@ixans.fr
<b>Coordonnateur SPS</b>		
<b>DEKRA Industrial SAS</b> AGENCE AUVERGNE RHONE AIN 36, avenue Jean Mermoz - CS 58212 69355 LYON CEDEX 08	<b>Titulaire :</b> <b>C : CHRISTIAN REYNAUD</b> <b>R : CHRISTIAN REYNAUD</b>	04.72.78.44.89 04.72.78.44.87 christian.reynaud@dekra.com

**Organismes institutionnels de la prévention**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>D.I.R.E.C.C.T.E</b>		
10, rue du Nord 69625 VILLEURBANNE	<b>M. LOUIS</b>	04.87.76.73.85 ddets-uc7@rhone.gouv.fr
<b>OPPBTP</b>		
45, avenue Leclerc 69007 LYON	<b>Mme MATHIEU</b>	04.78.37.36.02 04.78.37.69.23 lyon@oppbtp.fr
<b>CARSAT LYON</b>		
Service Prévention 26 rue d'Aubigny 69003 LYON	<b>M. DAVOUST</b>	04 72 91 96 96 04 72 91 97 09 marc.davoust@carsat-ra.fr

**Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage**

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le terrain est bordé par de nombreux immeubles de bureaux – la construction du Tram T10 en cours sur l'avenue – une université en activité pendant les périodes scolaires avec une avenue particulièrement utilisée.

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** devra prendre en compte cette donnée afin de séparer physiquement les flux « chantier – ANSES/ANSM » pour qu'aucun personnel de l'ANSES ou de l'ANSM ne se retrouve dans le chantier de déconstruction de quelque manière que ce soit.

Avant les travaux de démolition, **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** effectuera une reconnaissance du site et précisera dans son PPSPS sa méthodologie de travail avec les mesures de prévention à mettre en œuvre pour assurer la sécurité de ses personnels mais aussi de l'environnement concernant le nouveau bâtiment de l'ANSES/ANSM. **L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** s'assurera de la consignation des réseaux (eau, électricité, ...) et fournira un PV de consignation ainsi que les réponses aux DICT.

### Par rapport aux piétons

L'environnement du chantier va amener une circulation piétonnière et véhicules importantes, le Plan d'Installation de Chantier (PIC) indiquant les entrées et sorties du chantier devra prendre en compte ce facteur, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

### Par rapport aux établissements en activité

Lors de tous les travaux générateurs de nuisances (poussières, bruit, déconstruction, ...) ou de risques, les entreprises, concernées par ce type de travaux, veilleront à respecter les consignes pouvant être données par la Maîtrise d'ouvrage – la Maîtrise d'œuvre ou le C. SPS. **L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** prendra toutes les mesures nécessaires à expliciter par un mode opératoire dans son PPSPS.

Le nouveau bâtiment de l'ANSES se situant à proximité immédiate du bâtiment à démolir avec un auvent béton, **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** prendra toutes les mesures nécessaires qu'elle détaillera dans un paragraphe spécifique dans son PPSPS.

En raison des activités de l'ANSES, toutes les entreprises, titulaires ou sous-traitantes, organiseront les approvisionnements et évacuation de matériels / matériaux en dehors des horaires d'entrée et de sortie du site par les personnels de l'ANSES. Il sera aussi à prendre en compte les horaires de livraisons de matériels pour l'ANSES du lundi au vendredi de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00.

### Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne SNCF, électrique ou établissement d'enseignement.

### Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

**ATTENTION :** les travaux de construction de la ligne de tram T10 vont imposer des accès par des rues différentes et notamment par la rue du Vercors. **L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** devra s'adapter à ces conditions spécifiques

### Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT à solliciter par les entreprises concernées. Les réponses aux DICT seront tenues à disposition sur le chantier.

**NOTA :** Attention dès la connaissance de réseaux présents (proche ou éloigné) dans la zone des travaux ou de chantier, les entreprises concernées devront demander impérativement par courrier en A.R la coupure du réseau concerné au concessionnaire durant toute la durée des travaux.



### Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place des clôtures de chantier (barrières Héras liaisonnée entre elles sans espace au niveau du sol et sans arête vive) et de la base vie avec raccordement à tous les fluides, à la charge de l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

### Par rapport au constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux, l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier feront l'objet de ce constat qui sera à la charge de l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.

### Par rapport à la nature du sol

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

### Par rapport aux travaux du TRAM T.10

Le chantier de réalisation de la ligne de tramway T.10 fait l'objet du PGC indice 2 rédigé par la société SOCOTEC en date du 31.05.22. Cette construction va impacter le chantier ANSES en supprimant notamment les places de parking au niveau de la contre allée.



## **DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A DEMOLIR**

Conformément au Dossier de Consultation des Entreprises (CCAP, CCTP et plans) du 11 octobre 2024 et rédigé par l'équipe de Maîtrise d'œuvre (GINGER DELEO, ...), les travaux concernent :

1. **Préliminaires** : travaux préparatoires **pour le lot n°02** (aménagement clôture, mise en place de la base vie, pose du panneau de chantier et du coffret électrique général, constat d'huissier, piquetage, bennes pour tri des déchets, aménagement plateforme, PIC, DICT, autorisation de voirie, ...) - **pour le lot n°01** (plan de retrait, ...), ...
2. **Désamiantage** : mise en place base vie spécifique, réalisation du confinement des zones concernées, travaux de désamiantage (conduit, coffrage, mastic vitrier, enduit, frein machinerie ascenseur, plinthe, tresse, faïence avec colle, ...), contrôles réglementaires avant déconfinement et évacuation des déchets amiantés, ...
3. **Déplombage** : réalisation mode opératoire pour retrait des matériaux plombés et évacuation puis restitution des locaux nettoyés de tous résidus, ...
4. **Curage et démolition** : curage – déconstruction et démolition bâtiment et ouvrages extérieurs, ...
5. **Remise en état** : nettoyage façades nouveau bâtiment ANSE/ANSM, relevé topo, ...

## **PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

### **Amiante**

- Un repérage amiante avant démolition, conformément à l'article R. 1334-22 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.
- Le dossier amiante avant démolition rédigé par la société AC ENVIRONNEMENT sous le n°002ER850021-1 en date du 11 mars 2023 fait état de **la présence d'amiante** : conduits, mastic vitrier, enduit ciment, colle de carrelage, tresse, calorifuge, joint de bride, ...
- **L'entreprise titulaire du lot n°01 « Désamiantage et déplombage »** prendra toutes les mesures réglementaires en sous-section III et conformément à son plan de retrait et PPSPS. Cela pour assurer la sécurité de ses ouvriers qui interviendront sur des matériaux amiantés.

### **Plomb**

- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1949 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur les supports métalliques peints et sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1994, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- Le diagnostic plomb avant démolition rédigé par la société AC ENVIRONNEMENT sous le n°002ER850021-1 en date du 11 mars 2023 fait état de la présence de plomb : porte métal, canalisation, mur ciment, ...
- **L'entreprise titulaire du lot n°01 « Désamiantage et déplombage »** prendra toutes les mesures réglementaires conformément à son mode opératoire intégré à son PPSPS. Cela pour assurer la sécurité de ses ouvriers qui interviendront sur des matériaux plombés.

### **Transformateurs – Eléments radioactifs – Installations aéro réfrigérées**

- Sans objet

### **Matériaux contaminés**

- Se référer aux diagnostics amiante et plomb

### **Diagnostic avant démolition**

- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.



## Poussière de silice

A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2021 les travaux exposant à la poussière de silice cristalline issue de procédés de travail (par exemple : tronçonnage, ponçage, piquage...) sont ajoutés dans l'Arrêté du 26 Octobre 2020 à la liste des substances, mélanges et procédés considérés comme cancérogènes au sens de l'article R.4412-60 du Code du Travail ( Version en vigueur depuis le 06 juin 2015:

On entend par agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction les substances ou mélanges suivants :

1° Toute substance ou mélange qui répond aux critères de classification dans la catégorie 1A ou 1B des substances ou mélanges cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction définis à l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008 ;

2° Toute substance, tout mélange ou tout procédé défini comme tel par arrêté conjoint des ministres chargés du travail et de l'agriculture.

Les entreprises devront donc prendre toutes les dispositions afin d'une part protéger leurs salariés d'autre part protéger les autres intervenants aux abords de ces travaux à risques de diffusion de poussières de silice (ci-dessous liste non exhaustive, voir ED6263 de l'INRS) notamment :

1 ) Adopter si possible des méthodes de travail ne générant pas ou peu de poussières (travail à l'humide)

2 ) Equiper les postes de travail d'un dispositif de captage à la source des poussières (dispositif intégré au procédé et ou à l'outillage : ponceuse, disquuse..) lorsque les opérations ne peuvent être effectuées en système clos ; raccorder les outils aspirants à des systèmes d'aspiration à haute dépression (Aspiration à la source puis rejet après filtration).

3 ) effectuer les travaux exposant aux poussières de silice dans des locaux séparés avec un accès restreint ("zone confinée", système clos et étanche...)

En cas d'impossibilité, les emplacements de travail devront être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières,

4 ) Vérifier régulièrement le fonctionnement des dispositifs de ventilation équipés de filtre THE,

5 ) la Protection des salariés (voies respiratoires) :

a) Chaque opérateur devra porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus par l'employeur, après analyse des risques.

b) l'employeur devra mettre à disposition aussi souvent que nécessaires les EPI à ses salariés (masque respiratoire, gants, lunettes de protection, sur combinaison à capuche, savon lavant etc...) ainsi que les moyens d'hygiène (douche)

c) mettre en œuvre le suivi renforcé de l'état de santé des salariés exposés et leur suivi post professionnel

6 ) Pour le Nettoyage des lieux de travail :

Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres THE (type EU9 à EU14)

Le C.SPS rappelle et précise également aux entreprises que leurs méthodologies d'intervention devront être intégrées dans leurs PPSPS (à voir site OPPBTP sur les différents exemples d'opérations avec production de poussière de Silice)



## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera par le n°31 de l'avenue Tony Garnier dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon. L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

ATTENTION : En fonction des travaux pour le Tram T10, l'accès pourra se faire par la rue du Vercors.

### **Points particuliers**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire que sur la voie publique aux abords du chantier. Une zone de parcage sera définie en concertation avec le Maître d'œuvre à l'intérieur de la zone cantonnement uniquement pour les véhicules professionnels, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au chantier se faisant par l'avenue T. Garnier, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### **Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique. La mise en place de ce panneau et sa mise à jour est à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Conformément au Décret n°2016-175 du 22.02 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage – du C. SPS ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

### **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.



## **UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

### **Infrastructures de chantier**

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier, clôture) et l'entretien jusqu'à la réception.

### **Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** mettra en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, levage, gestion des déchets avec mise en place et renouvellement de bennes, ...) : en accord avec les autres titulaires de lots et conformément au planning des travaux.

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages) sera appliquée.

### **Protections collectives**

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier jusqu'à la mise en place des protections définitives.

## **VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX**

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

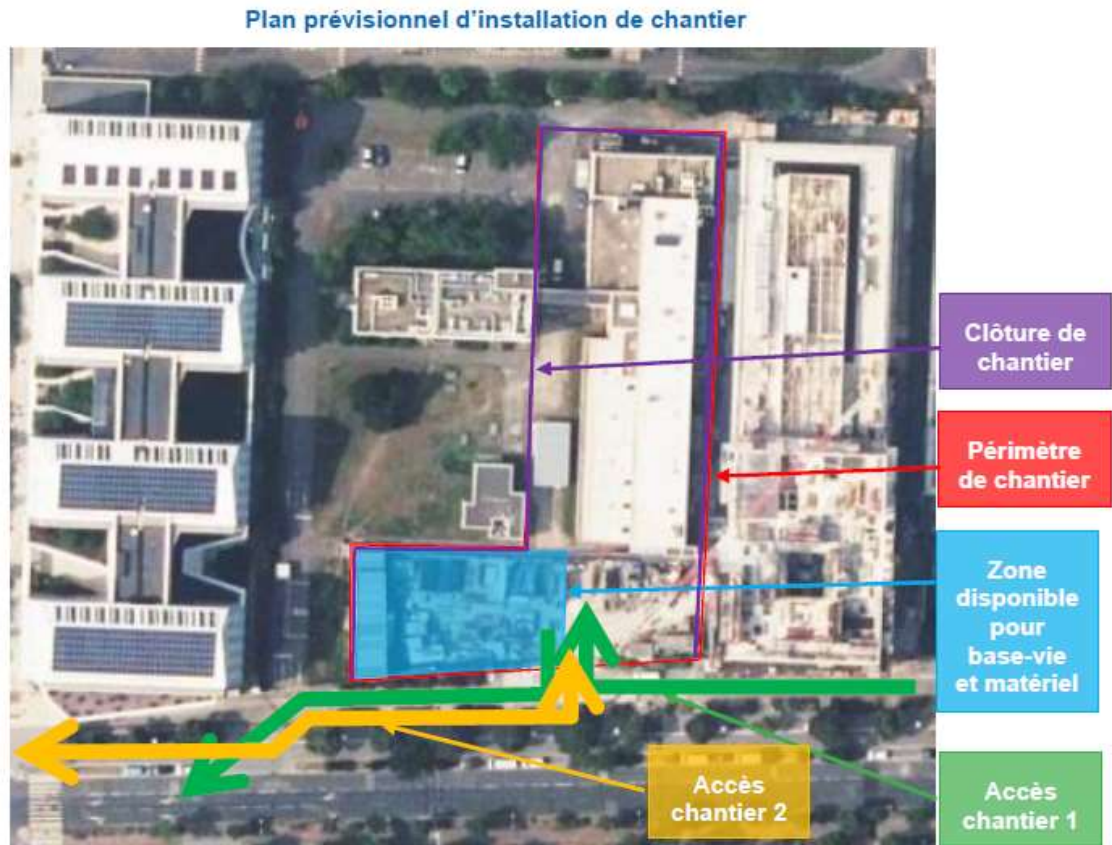
<i>Désignation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Phasage</i>	<i>Lot chargé de la réalisation</i>
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis l'avenue T. Garnier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot n°02</b>
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis l'intérieur du site de l'ANSES	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot n°02</b>
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage à faire réaliser	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot n°02</b>
Evacuation des eaux usées	Sur attente à mettre en place	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot n°02</b>
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot n°02</b>

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### Plan d'installation de chantier

Le Plan d'Installation de Chantier ou P.I.C sera établi, à partir de celui joint au DCE, par l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.



### Recherche des zones d'installation du cantonnement

La base vie (bloc sanitaire avec douches, vestiaires, réfectoire et salle de réunion) et la clôture (barrières Héras) avec portail seront installées par l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

Le PIC, rédigé par l'**entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**, précisera :

- L'emplacement des installations de chantier réglementaires (base vie en bungalows, ...) avec contrôle accès (badge, ...) et système de sécurité (alarme, vidéo surveillance, tour de garde, ...),
- L'emplacement du panneau de chantier avec la liste des intervenants,
- L'accès au chantier avec les zones de circulation avec panneaux de signalisation et l'emplacement des travaux,
- Les limites de chantier (clôture en barrières Héras) et portail(s),
- Les circulations piétonnes et véhicules : ouvriers, véhicules, ...
- L'emplacement de la plateforme pour les bennes de chantier pour le tri sélectif,
- Les lieux de stockage des matériaux (gravats, ...) et du matériel,
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

## Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.

## Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture en barrières pleines d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** réalisant la clôture en barrières Héras aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien et le déplacement en fonction du planning travaux.

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier jusqu'à la fin du chantier.

## Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site. Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking et clôture en barrières Héras, portails avec signalisation de sécurité du chantier	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Réseaux divers existants à protéger	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement et réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Vestiaires (1 par homme présent sur le chantier) et réfectoire dimensionnés pour les effectifs sur le chantier	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Panneau de chantier, visible du domaine public, comprenant la liste des intervenants (MO, Moe, bureaux de contrôles, entreprises titulaires et sous-traitants, ...).	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Coffrets électriques de chantier en nombre suffisant et éclairage y compris entretien pendant toute la durée des travaux e	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Bennes à déchets pour le tri sélectif et goulottes d'évacuation	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Mise en place de points d'eau sur le chantier en plus de ceux au niveau de la base vie, notamment lors de la phase « Déconstruction » pour permettre l'arrosage, ou la brumisation permanente, afin d'éviter la dispersion de poussière dans l'environnement	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées) permettant, au minimum, d'appeler uniquement les numéros d'urgence	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>

## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif minimum prévisionnel estimé de 4 à 8 personnes. Cet effectif de 4 à 8 personnes sera précisé au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux, afin que **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** mette en place un cantonnement dont le dimensionnement sera adapté au nombre évolutif d'ouvriers intervenant sur le chantier.

Suivant fiche professionnelle OPPBTP N° A3 F 02 14 : Installation d'accueil des salariés sur chantiers

**Si un ou des personnels féminins sont amenés à travailler sur le chantier, il sera prévu des sanitaires et vestiaires privés.**

**Le C. SPS attire l'attention de l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction » sur le fait qu'il faut compter environ 2,75 m<sup>2</sup> par personne (1,25 pour les vestiaires et 1,50 pour le réfectoire).**

Rappel : l'article R. 4534-142-1, issu du Décret n°2008-1382 du 19.12, stipule que les travailleurs doivent disposer « d'un local permettant leur accueil de nature à préserver leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte » : forte chaleur par exemple.

Plan canicule : l'article R. 4534-143 du code du travail dispose que « l'employeur met à la disposition des travailleurs de l'eau potable et fraîche pour la boisson, à raison de trois litres au moins par jour et par travailleur. Les conventions collectives nationales prévoient les situations de travail, notamment climatiques, pour lesquelles des boissons chaudes non alcoolisées sont mises gratuitement à la disposition des travailleurs ».

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage <u>quotidien</u> des locaux communs et particulièrement des installations communes d'hygiène ( <u>bloc sanitaire</u> )	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	<b>Lot n°02</b>	<b>Lot n°02</b>

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** pourra faire appel à une entreprise extérieure pour le nettoyage de la Base vie.



## **AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	<b>Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques</b>
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	<b>Lot n°02</b>
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de Lyon	<b>Lot n°02</b>
Envoi du Plan de Retrait	- Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	<b>Lot n°01</b>

# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** devra :

- a) définir et baliser les voies de circulation afin d'éviter les croisements de flux sur le chantier ;
- b) planifier et coordonner les arrivées et départ des entreprises du chantier et ce de manière à éviter la concentration du personnel à ou aux accès du chantier.

**NB : l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** devra ouvrir et fermer le chantier chaque jour.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**.

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	<b>Lot n°02</b>
Aménagements des entrées dans le bâtiment pour les phases désamiantage et curage avant déconstruction	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;</li> <li>- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li> </ul>	<b>Lot n°02</b>
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	<b>Lot n°02</b>
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	<b>Lot n°02</b>
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ;</li> <li>- Protection définitive fixée sur le limon.</li> </ul>	<b>Lot n°02</b>



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)**

~~L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).~~

~~Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :~~

- ~~— déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;~~
- ~~— s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;~~
- ~~— vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R. 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).~~

~~Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.~~

~~Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.~~

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter-entreprises.	<b>Les entreprises concernées par des manutentions</b>
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	<b>Les entreprises concernées</b>
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	<b>Les entreprises concernées</b>



## Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

## Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	<b>Tout corps d'état</b>
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	<b>Tout corps d'état</b>

## Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

## Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.



## TRAVAUX DE DESAMIANTAGES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.  L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.  L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Lot n°01
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>– Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>– Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>– Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>– La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>– Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>– .../...</li> </ul> Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Lot n°01
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement : <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> </li> <li>– <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement d'air en zone : Mesure dite « de 1<sup>ère</sup> restitution » suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / C).</li> </ul> </li> </ul>	Lot n°01





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information : <ul style="list-style-type: none"> <li>Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée « fin de chantier amiante »;</li> </ul>	<b>Maître d'Ouvrage</b>

## **TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra : L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie. Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	<b>Lot n°01</b>
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>La nature de l'intervention ;</li> <li>Les matériaux concernés ;</li> <li>Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	<b>Lot n°01</b>
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.  <b>Contrôle initial :</b> Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un	<b>Lot n°01</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p><b>Contrôle Ultérieurs :</b></p> <p>Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p><b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b></p> <p>Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.</p>	
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m3 sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</li> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul> </li> </ul>	Lot n°01
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b></p> <p>Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b></p> <p>Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb.</p> <p>Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b></p> <p>La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires</p> <p>Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b></p> <p>Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Lot n°01
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b></p> <p>Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.</p>	Lot n°01



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p> <p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi-journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	Lot n°01



## TRAVAIL DE DEMOLITION

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
<p>Travaux de démolition : Risque de chute de matériaux ou d'objets, bruit, émission de poussières, heurts d'engins, projection de gravats sur l'environnement ANSES/ANSM ou extérieur site</p> <p>Présence auvent nouveau bâtiment</p>	<p>Les travaux de démolition seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail.</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de démolition pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Dans le cas d'émission de poussières lors des travaux de démolition mise en place d'un système d'arrosage de la zone concernée par brumisation ou autre dispositif.</p> <p>Port des EPI adaptés aux risques générés (combinaison, masque, gants, chaussure de sécurité, ...).</p> <p>Utilisation de pelle hydraulique munie d'un grand bras avec dispositif d'arrosage intégré.</p> <p>Démolition manuelle au niveau des murs mitoyens.</p> <p>Création d'une piste d'accès.</p> <p>Mise en place de protection de type caoutchouc lors de la démolition côté Impasse des Chalets et fermeture du trafic routier et piéton avec mise en place d'une vigie.</p> <p>Protection des équipements : borne incendie, arrivée gaz, feu tricolore, ...</p> <p>La méthodologie de travail sera présentée dans le plan de démolition qui sera joint au PPSPS de <b>l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »</b>.</p>	<p><b>Lot n°02</b></p>

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est **strictement interdit**.

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets	<p><b>L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »</b> mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ;</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centre de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ...)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	<b>Lot n°02</b>
Remplacement des bennes à déchets pour le tri sélectif	Le Plan d'Installation de Chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le <b>lot n°01</b> qui en a la charge.	<b>Lot n°02</b>
Goulottes à gravats	<p>Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages.</p> <p>L'évacuation des gravats par les trémies ou les ouvertures en façades étant <b>interdite</b>.</p>	<b>Lot n°02</b>
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	<b>Tout corps d'état</b>
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	<b>Tout corps d'état</b>





## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	<b>Lot n°02</b>
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la fin du curage	<b>Lot n°02</b>
<b>Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux (approvisionnement, ...), elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente</b>	<b>Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.</b> <b>Le PPSPS de chaque entreprise devra préciser la méthodologie d'intervention mise en œuvre afin que ses personnels interviennent en sécurité.</b>	<b>Toutes entreprises</b>
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	<b>Lot n°02</b>

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	<b>Tout corps d'état</b>
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	<b>Tout corps d'état</b>
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	<b>Tout corps d'état</b>

### Exemple de matériel à utiliser

			
Plateforme individuelle Roulante	Plateforme individuelles roulantes légères	Echafaudage roulant	

## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	<b>Lot n°02</b>
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ;</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ;</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassables ;</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ;</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.</li> </ul>	<b>Tout corps d'état</b>
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cheminements et circulations extérieurs ;</li> <li>- les escaliers et circulations intérieures.</li> </ul>	<b>Lot n°02</b>
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	<b>Tout corps d'état</b>
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	<b>Tout corps d'état</b>
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	<b>Lot n°02</b>

**MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	<b>Tout corps d'état</b>
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	<b>Lot concerné</b>
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	<b>Lot concerné</b>
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	<b>Lot concerné</b>
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	<b>Lot concerné</b>
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	<b>Lot n°02</b>

# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés dans un site restant en activité nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement net la sécurité des personnels de l'ANSES. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 08h00 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

**L'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »** s'assurera qu'il n'y aura **aucune possibilité de passage** entre la zone chantier et l'ANSES/ANSM en activité.

En conséquence, il devra y avoir séparation physique des flux chantier et ANSES/ANSM, à la charge de **l'entreprise titulaire du lot n°02 « Curage et déconstruction »**. Chaque entreprise devra être particulièrement vigilante afin d'éviter tout contact avec les personnels de l'ANSES/ANSM.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

## EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à ....., n° ....., rue ....., en face de ....., téléphone .....
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **INFIRMERIE**

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.



## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## **ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>



## **VISITE D'INSPECTION COMMUNE**

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>– de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>– de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9





## **DIFFUSION DES PPSPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b></p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

*Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.*

*Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2



## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Le projet de règlement du CISSCT est élaboré par le coordonnateur SPS en phase conception.  
Il doit être joint aux documents du DCE adressé par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs.

## Annexes

- Annexe 1 - Liste des lots et entreprises désignés par le maître de l'ouvrage
- Annexe 2 – Articles du Code du travail
- Annexe 3 - Recommandation R 434 relative à la prévention des risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers du BTP
- Annexe 4 - Fiche OPPBTP D8F0102 travaux démolition.
- Annexe 5 – Fiche OPPBTP travaux de démolition déconstruction





**ANNEXE 1**  
**LISTE DES LOTS ET ENTREPRISES**  
**DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots ~~et entreprises~~ désignés par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot n°01 : Désamiantage et déplombage</b>	T			
<b>Lot n°02 : Curage et déconstruction ou lot principal</b>	ST			

